

Texte intégral

TRIBUNAL ADMINISTRATIF

DE CAEN

N° 1200967

M. C Z

M^{me} X

Rapporteur

M. Jeanne

Rapporteur public

Audience du 5 avril 2013

Lecture du 19 avril 2013

FB

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

AU NOM DU PEUPLE FRANÇAIS

Le Tribunal administratif de Caen

(3^e Chambre),

44-045

C

Vu la requête sommaire et le mémoire complémentaire, enregistrés le 5 mai et le 15 juin 2012, présentés par M. C Z, demeurant au I J à XXX ; M. Z demande au tribunal :

1°) d'annuler la dérogation inter-préfectorale en date du 6 mars 2012 autorisant la destruction et l'altération de l'habitat de plusieurs espèces protégées dans le cadre du projet de ligne à très haute tension « Cotentin-Maine » ;

2°) de mettre à la charge de l'Etat une somme de 5 000 euros au titre de l'article [L. 761-1](#) du code de justice administrative ;

.....
.....

Vu le mémoire en défense, enregistré le 5 novembre 2012, présenté pour la société Réseau de transport d'électricité, par M^e Scanvic ; la société conclut au rejet de la requête et à ce qu'il soit mis à la charge de M. Z une somme de 5 000 euros au titre de l'article [L. 761-1](#) du code de justice administrative ;

.....
.....

Vu l'ordonnance en date du 15 novembre 2012 fixant la clôture d'instruction au 7 décembre 2012, en application des articles [R. 613-1](#) et [R. 613-3](#) du code de justice administrative ;

Vu l'arrêté attaqué ;

Vu les autres pièces du dossier ;

Vu le code de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 19 février 2007 fixant les conditions de demande et d'instruction des dérogations définies au 4° de l'article [L. 411-2](#) du code de l'environnement portant sur des espèces de faune et de flore sauvages protégées ;

Vu le code de justice administrative ;

Les parties ayant été régulièrement averties du jour de l'audience ;

Après avoir entendu au cours de l'audience publique du 5 avril 2013 :

— le rapport de M^{me} X ;

— et les conclusions de M. Jeanne, rapporteur public ;

Sur les conclusions à fin d'annulation :

Sans qu'il soit besoin de statuer sur la fin de non-recevoir opposée par le préfet de la Manche :

1. Considérant qu'aux termes de l'article [L. 411-1](#) du code de l'environnement : « I. – Lorsqu'un intérêt scientifique particulier ou que les nécessités de la préservation du patrimoine naturel justifient la conservation de sites d'intérêt géologique, d'habitats naturels, d'espèces animales non domestiques ou végétales non cultivées et de leurs habitats, sont interdits : (...) 3° La destruction, l'altération ou la dégradation de ces habitats naturels ou de ces habitats d'espèces. (...) » ; que l'article L. 411-2 de ce code précise : « Un décret en Conseil d'Etat détermine les conditions dans lesquelles sont fixées : (...) 4° La délivrance de dérogation aux interdictions mentionnées aux 1°, 2° et 3° de l'article L. 411-1, à condition qu'il n'existe pas d'autre solution satisfaisante et que la dérogation ne nuise pas au maintien, dans un état de conservation favorable, des populations des espèces concernées dans leur aire de répartition naturelle. (...) » ;

2. Considérant que la société Réseau de transport d'électricité prévoit d'implanter une ligne électrique à très haute tension de 400 000 volts entre Oudon et Taute ; que ce projet intitulé « Cotentin-Maine » consiste en la construction d'une ligne aérienne d'une longueur de 163 kilomètres concernant soixante-cinq communes des départements du Calvados, d'Ille-et-Vilaine, de la Manche et de la Mayenne, d'un poste aval dénommé « poste de Oudon » et de liaisons souterraines remplaçant des tronçons de lignes aériennes existantes ; qu'il est constant que le projet « Cotentin-Maine » nécessite la coupe ou l'élagage d'arbres, haies ou bosquets ayant pour effet d'entraîner la destruction, l'altération ou la dégradation de sites de reproduction et d'aires de repos

de plusieurs espèces animales protégées ; que la société Réseau de transport d'électricité a, par conséquent, conformément à l'article [L. 411-2](#) précité du code de l'environnement, déposé une demande tendant à ce qui lui soit permis de déroger aux interdictions d'altération ou de destruction d'habitats des espèces d'oiseaux, de mammifères, d'amphibiens, de reptiles et d'insectes protégés ; que, par l'arrêté inter-préfectoral attaqué du 6 mars 2012, elle a été autorisée à procéder à cette destruction jusqu'au 31 décembre 2013 ;

3. Considérant, en premier lieu, que, selon l'article 1^{er} de l'arrêté susvisé du 19 février 2007 : « Les dérogations définies au 4° de l'article [L. 411-2](#) du code de l'environnement portant sur des espèces de faune et de flore sauvages protégées sont, sauf exceptions mentionnées aux articles 5 et 6, délivrées par le préfet du département du lieu de l'opération pour laquelle la dérogation est demandée. (...) » ; que l'article 3 de cet arrêté précise : « La décision est prise après avis du Conseil national de la protection de la nature. (...) » ; que l'article [R. 133-17](#) du code de l'environnement prévoit : « Le comité peut recevoir délégation du conseil pour formuler un avis au ministre sur tout dossier. Ce comité peut à son tour donner délégation pour formuler un avis au ministre sur certaines affaires courantes à un des membres, ou à une des sous-commissions du conseil constituée en application de l'article R. 133-11, qui lui en rendent compte régulièrement. » ;

4. Considérant que M. Z ne peut utilement se prévaloir de l'article [R. 411-13](#) du code de l'environnement afin de démontrer que le conseil national de la protection de la nature aurait dû émettre un avis sur la demande de dérogation de la société Réseau de transport d'électricité dès lors que ces dispositions, qui concernent la procédure applicable lorsque les ministres chargés de la protection de la nature, de l'agriculture et le cas échéant des pêches maritimes fixent, par arrêté, de manière générale, les conditions de demande et d'instruction des dérogations définies au 4° de l'article [L. 411-2](#) du code de l'environnement, ne sont pas applicables en l'espèce ;

5. Considérant que, par une décision du 19 juin 2009, le conseil national de la protection de la nature a donné délégation à son comité permanent pour formuler un avis notamment sur « les demandes de dérogations, prévues par l'alinéa 4 de l'article [L. 411-2](#) du code de l'environnement concernant les espèces animales protégées en application de l'article [L. 411-1](#) du même code » ; que, par une décision du même jour, le comité permanent a donné, à son tour, délégation de compétence à M. A B pour formuler un avis au ministre sur les affaires courantes concernant notamment « les demandes de dérogations prévues au 4° de l'article [L. 411-2](#) du code de l'environnement (...) » ; qu'il résulte de l'instruction que, le 12 février 2012, ce dernier a émis un avis favorable à la demande de dérogation de la société Réseau de transport d'électricité ; qu'ainsi, le requérant n'est pas fondé à soutenir que le conseil national de la protection de la nature n'aurait pas rendu d'avis ;

6. Considérant, en deuxième lieu, qu'aux termes de l'article 4 de l'arrêté susvisé du 19 février 2007 : « La décision précise : (...) En cas d'octroi d'une dérogation et, en tant que de besoin, en fonction de la nature de l'opération projetée, les conditions de celle-ci, notamment : (...) -nom scientifique et nom commun des espèces concernées ; -nombre et sexe des spécimens sur lesquels porte la dérogation ; -lieux d'intervention ; (...) -description du protocole des interventions ; -modalités de compte rendu des interventions ; » ; qu'il résulte de l'instruction qu'il n'était pas nécessaire, au regard de la nature de l'opération projetée qui consiste en la destruction et l'altération des seuls habitats et non des espèces protégées elles-mêmes, de préciser dans l'arrêté attaqué, le nom scientifique, le nom commun, le nombre et le sexe des soixante-huit espèces d'oiseaux, des onze espèces de chiroptères, des deux espèces de mammifères, des douze espèces

d'amphibiens, des cinq espèces de reptiles et des deux espèces d'insectes dont l'habitat est concerné par la dérogation litigieuse ; qu'il ressort des articles 2, 3 et 4 de l'arrêté attaqué que le protocole des interventions et les modalités de compte rendu des interventions ont été mentionnés ; que la circonstance que l'arrêté contesté ne décrit pas précisément les lieux d'intervention de la dérogation n'est pas de nature à l'entacher d'illégalité au regard des dispositions précitées dès lors qu'il vise les déclarations d'utilité publique relatives à plusieurs communes concernées par le passage de la ligne à très haute tension et que la demande de dérogation mentionnait ces lieux ;

7. Considérant, en troisième lieu, que l'article [L. 411-2](#) du code de l'environnement dispose : « (...) 4° La délivrance de dérogation aux interdictions mentionnées aux 1°, 2° et 3° de l'article L. 411-1, à condition qu'il n'existe pas d'autre solution satisfaisante et que la dérogation ne nuise pas au maintien, dans un état de conservation favorable, des populations des espèces concernées dans leur aire de répartition naturelle : a) Dans l'intérêt de la protection de la faune et de la flore sauvages et de la conservation des habitats naturels. (...) » ;

8. Considérant que M. Z soutient que le recensement des espèces protégées présentes dans le département de la Mayenne a été insuffisant ; que la société Réseau de transport d'électricité fait toutefois valoir, sans être contredite par le requérant, que la spatule blanche, qui est une espèce rare d'échassier, ne se trouve pas dans le département de la Manche, ni dans celui de la Mayenne ; qu'il résulte de l'instruction, notamment de la demande de dérogation, que plusieurs études visant à effectuer un inventaire détaillé des espèces protégées d'oiseaux, de mammifères, de reptiles, d'amphibiens et d'insectes, concernées par le projet de ligne à très haute tension, ont été réalisées dans les régions de la Basse-Normandie, de Bretagne et des Pays de la Loire, et dont M. Z, qui produit seulement une attestation du président de l'association Mayenne nature environnement, postérieure à la date de l'arrêté attaqué, n'établit pas le caractère insuffisant ; que la production de cette attestation ne permet pas davantage de démontrer que la dérogation contestée compromettrait la survie de plusieurs colonies de chauves-souris, présentes sur le site J, alors qu'il ressort de la carte produite en octobre 2011 par cette même association, lors de sa consultation dans le cadre des études concernant les chauves-souris réalisées pour l'établissement de la demande de dérogation, que seule la pipistrelle se trouve dans le secteur de la commune d'Ernée ; qu'il ne résulte pas de l'instruction que le site J, se situant dans ladite commune, n'aurait pas été pris en compte ; que l'article 3 de l'arrêté attaqué prévoit d'ailleurs que, dans les zones forestières et dans les haies non affectées par les travaux avant le 31 décembre 2012, des inventaires complémentaires devront être réalisés, notamment sur les insectes et les chiroptères ; que le dossier de demande de dérogation mentionne également qu'une nouvelle demande devra être effectuée en cas de découverte d'une nouvelle espèce protégée ;

9. Considérant que, si M. Z soutient que les mesures conservatoires prévues en faveur des chiroptères, consistant en l'installation de deux gîtes artificiel pour leur hivernage, sont insuffisantes, il résulte toutefois de l'instruction que l'arrêté attaqué prévoit également que les travaux de pose de câbles seront suspendus dans certains secteurs, du 15 mai au 15 août, entre le coucher et le lever du soleil, afin d'éviter la perturbation de l'activité de chasse des chiroptères et mentionne la possibilité de réalisation d'inventaires complémentaires ;

10. Considérant, en quatrième lieu, que le requérant ne peut utilement affirmer que l'émission d'ondes électromagnétiques et le balisage des pylônes auraient des effets néfastes sur l'activité des chauves-souris dès lors que l'arrêté litigieux ne prévoit pas la mise en service de la ligne à très haute tension ; qu'en tout état de cause, il ne produit pas d'éléments permettant d'établir la véracité de ses

allégations ; qu'en effet, contrairement à ce qu'il soutient, les remarques formulées par la commission d'enquête concernaient l'insuffisance des informations relatives aux incidences des phénomènes électromagnétiques sur le fonctionnement des matériels électroniques et non sur les chiroptères ; qu'ainsi, le principe de précaution n'a pas été méconnu ;

11. Considérant qu'il résulte de ce qui précède que les conclusions à fin d'annulation présentées par M. Z doivent être rejetées ;

Sur les conclusions tendant à l'application de l'article [L. 761-1](#) du code de justice administrative :

12. Considérant que les conclusions présentées sur ce fondement par M. Z doivent être rejetées, l'Etat n'étant pas la partie perdante dans la présente instance ; qu'il y a lieu, en revanche, dans les circonstances de l'espèce, de mettre à la charge de M. Z une somme de 1 000 euros au titre des frais exposés par la société Réseau de transport d'électricité et non compris dans les dépens ;

D E C I D E :

Article 1^{er} : La requête de M. Z est rejetée.

Article 2 : M. Z versera 1 000 euros à la société Réseau de transport d'électricité sur le fondement de l'article [L. 761-1](#) du code de justice administrative.

Article 3 : Le présent jugement sera notifié à M. C Z, au ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie et à la société Réseau de Transport d'Electricité.

Délibéré après l'audience du 5 avril 2013, à laquelle siégeaient :

M. Mathis, président,

M. Clen, premier conseiller,

M^{me} X, conseiller,

Lu en audience publique le 19 avril 2013.

Le rapporteur, Le président,

signé signé

L. X G. MATHIS

Le greffier,

signé

M. Y

La République mande et ordonne au MINISTRE DE L'ECOLOGIE, DU DEVELOPPEMENT DURABLE ET DE L'ENERGIE en ce qui le concerne et à tous huissiers de justice à ce requis en ce qui concerne les voies de droit commun contre les parties privées, de pourvoir à l'exécution du présent jugement.

Pour expédition conforme

le greffier

C. ALEXANDRE

